

Cohésion et solidarité

Renforcer les communautés et gagner en efficacité.



Coopération oui,
mais judicieuse

Page 5

Alléger le fardeau
de la pauvreté

Pages 10-16



ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Que peuvent bien avoir en commun un théâtre et *Action de Carême* ? Tous deux s'enthousiasment pour leurs productions et recherchent la reconnaissance du public. En discutant avec Benedikt von Peter, l'administrateur du théâtre de Lucerne, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il faut aller au-devant des gens pour faire avancer les choses.

Le théâtre de Lucerne a déjà franchi le pas en descendant dans la rue. *Action de Carême* entend faire de même afin de sensibiliser les gens au développement durable et aux prouesses que nous pouvons accomplir ensemble. Publications, manifestations, homélies à la messe le dimanche, exposés avec nos partenaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine en visite dans une paroisse : toutes les occasions sont bonnes pour faire preuve de transparence et d'ouverture. Pour montrer qu'*Action de Carême* et ses partenaires luttent fermement pour la justice, la solidarité et la durabilité et contre la pauvreté, l'exploitation et l'exclusion.

Découvrez par vous-mêmes, à travers ce bulletin, ce que des communautés et des groupes de solidarité au Népal, à Madagascar, en Inde et au Sénégal accomplissent pour améliorer leur situation par leurs propres moyens.



Bernd Nilles
Directeur d'*Action de Carême*

6	Népal « Désormais, je ne cache plus mon visage »
8	Vue du Sud « La dignité de la personne est une question essentielle »
10	Dossier Alléger le fardeau de la pauvreté
17	Merci, Sœur Nathalie !
18	Collecter des fonds grâce aux projets

Impressum

Publication Action de Carême, 2019
 Rédactrice en chef Colette Kalt (ck)
 Rédaction Tiziana Conti (tc),
 Federica Mauri (fm)
 Mise en page et réalisation
 Craftt Kommunikation, Zürich
 Travail sur les photos Schellenberg Druck AG
 Impression Druckerei Kyburz AG
 Tirages 39 022 D / 6 376 F
 Paraît quatre fois par an
 CHF 5.- par donateur / donatrice
 sont utilisés pour l'abonnement
 Contact Action de Carême, 021 617 88 81,
 actiondecareme@fastenopfer.ch,



L'organisation partenaire philippine Agro-Eco a remporté le premier prix international d'agroécologie.



Un barrage s'est de nouveau effondré au Brésil dans une mine de fer exploitée par Vale, faisant plus de 300 morts.



Depuis 2007, 15 mines industrielles ont été ouvertes au Burkina Faso. La population locale s'est appauvrie.

Photos : Bob Timonera, Misereor, Meinrad Schade

23%

de moins que les hommes en moyenne mondiale. C'est ce que gagnent les femmes.

Source : Oxfam « Services publics ou fortunes privées ».

Laboratoire de transition intérieure

Événements à venir

Conférence sur les arbres – vendredi 21 juin, 20h.

Intervenant : Ernst Zürcher. Lieu : Aubonne (VD), Aula du Château. Entrée libre, participation consciente.

Balade guidée en forêt – samedi 22 juin, 10h.

Intervenant : Ernst Zürcher. Lieu : Arboretum, Aubonne (VD). Sur inscription. Participation libre.

Atelier « Travail qui relie » – samedi 21 septembre, 9h – 17h. Lieu : Centre Champ-Pittet Pro Natura, Cheseaux-Noréaz (VD). Sur inscription.

Informations et contact : transition@bfa-ppp.ch



« Les inégalités extrêmes ne sont pas une fatalité, mais résultent de choix politiques. »

Tiré du rapport « Services publics ou fortunes privées »



Guatemala

Le droit en péril

Les attaques contre l'État de droit prennent des proportions inquiétantes. Après la non-reconduction du mandat de la Commission internationale contre l'impunité par le président Morales, le démantèlement du droit se poursuit. Mi-janvier, le Congrès a en effet approuvé une loi d'amnistie des crimes sanctionnés par la législation internationale, comme le génocide, la torture et les crimes contre l'humanité.

Agroécologie au Nord comme au Sud

Préservons la biodiversité !

Cultivez-vous dans votre jardin raiponce, bardane, onagre ou autres racines comestibles ayant disparu de nos assiettes ? Disposez-vous de semences ou de racines dont vous souhaiteriez faire don ? L'initiative Hortiplus, qui partage la philosophie des projets d'agroécologie qu'Action de Carême soutient dans les pays du Sud, veut sauver ces variétés de la disparition et préserver la biodiversité en Suisse. Ces projets, qui s'articulent autour des besoins des familles paysannes, leur permettent d'avoir une alimentation équilibrée tout en préservant leurs terres, l'environnement et la biodiversité. www.hortiplus.ch



La bonne nouvelle

Zéro émission d'ici 2050

La disparition de nos glaciers est un signal d'alarme qui nous rappelle que nos moyens de subsistance continueront à se détériorer si nous ne parvenons pas à freiner le réchauffement. Les promoteurs de l'initiative pour les glaciers tiennent donc à changer le cap de la politique climatique suisse pour l'aligner sur l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 degré, plébiscité en 2015 à Paris et également adopté par la Suisse. Or, sa politique actuelle ne permet de loin pas d'atteindre ce but. Une bonne raison pour que la société civile exige de ramener les émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici 2050. Action de Carême soutient l'initiative pour les glaciers, signez-la vous aussi !

www.initiative-glaciers.wecollect.ch



Coopération oui, mais judicieuse

Le Conseil fédéral prépare son nouveau message relatif à la coopération au développement 2021 à 2024. L'occasion idéale pour revoir les priorités, selon *Action de Carême*.

Le message du Conseil fédéral

Dans son message sur la coopération internationale, le Conseil fédéral indique vouloir mobiliser davantage le secteur privé et renforcer les liens entre l'aide au développement et la politique migratoire en abordant les causes des conflits et de la migration forcée. Outre ses priorités relatives à la réduction de la pauvreté et à la sécurité humaine, le message met un accent plus marqué sur les intérêts de l'économie suisse et la promotion des intérêts suisses, notamment migratoires et sécuritaires.

La DDC propose de mettre « un accent plus marqué sur les aspects économiques » et de mobiliser davantage « le potentiel du secteur privé ». Des objectifs a priori raisonnables, à condition toutefois d'associer correctement l'économie à la lutte contre la pauvreté. Le but de cet engagement croissant des entreprises ne devant pas être de maximiser leurs bénéfices, il faut adopter, dans ce domaine également, un modèle de coopération au développement effectif, axé sur l'éradication de la pauvreté et conforme à l'Agenda 2030.

De par leur nature, les investissements privés sont avant tout mis au service de la réalisation de bénéfices. Ils n'affluent donc pas en premier lieu là où habitent les personnes les plus pauvres et ne sont pas affectés à des mesures qui leur viendraient en aide. De plus, les partenariats publics-privés actuels pèchent souvent par manque de transparence et de participation de la population locale, sans compter que les entreprises qui y sont associées sont fréquemment soupçonnées de porter atteinte aux droits humains et à l'environnement dans le cadre de leurs activités strictement privées.

Liens entre politique migratoire et coopération internationale

En vertu de son mandat humanitaire, la Suisse a pour mission d'atténuer les situations d'extrême détresse, et notamment de procurer une aide humanitaire aux réfugié-e-s. La coopération internationale a, quant à elle, pour tâche de remédier à la pauvreté extrême, à la faim, à l'exclusion et à l'exploitation. Ces deux politiques publiques sont donc liées, mais il faut éviter de subordonner les objectifs de la coopération aux intérêts de la politique migratoire. Utiliser, par exemple, la coopération au

développement comme monnaie d'échange dans des accords de politique migratoire signés avec des gouvernements, dont les agissements jettent leurs citoyen-ne-s sur les routes de l'exil, est une approche extrêmement discutable. En outre, assujettir la coopération au développement aux intérêts de la politique migratoire pourrait lui ôter toute vision à long terme et la faire évoluer au gré des flux migratoires. Il ne faut pas oublier que certaines causes de l'exil et des migrations ont leurs racines dans les politiques des pays industrialisés, comme la Suisse, et échappent donc à toute influence de la coopération : des accords inévitables en matière de commerce et d'investissements, une politique climatique défailante et l'évasion fiscale n'en sont que quelques exemples. Dès lors, tout engagement sérieux des pays industrialisés en matière migratoire requiert une action politique globale cohérente avec les objectifs de la politique de développement.

L'aide au développement ne saurait être apolitique : quiconque veut lutter contre la pauvreté doit aussi s'interroger sur les causes de ce phénomène, les prendre en considération et y consacrer des ressources. L'expérience montre que les organisations de la société civile, dont notamment nos partenaires, sont un moteur de cette lutte contre la pauvreté. Or, ce sont précisément ces structures que les gouvernements et entreprises harcèlent, persécutent et marginalisent. C'est là qu'il faut agir et que la coopération au développement prend tout son sens. — *Bernd Nilles*



Bernd Nilles, directeur d'*Action de Carême*, était auparavant secrétaire général de la CIDSE à Bruxelles. Il a également représenté la société civile et l'Église lors de nombreuses conférences internationales (politique climatique, ODD, commerce et droits humains).

« Désormais, je ne cache plus mon visage »

Dans la région népalaise du Terai, les inégalités sociales entre les castes, mais aussi entre les genres, minent la société. Une nouvelle approche de la problématique permet des avancées considérables.



Lilawati et Girdhari devant leur maison.

Dev en train de préparer un dessert.



Tandis que les jeunes épouses, totalement dépendantes de leur mari et de leur belle-mère, n'ont pas le droit de quitter leur domicile pendant de longues années, les intouchables sont également frappées de plein fouet par les inégalités. En raison de la discrimination dont elles sont victimes, du manque de soins après l'accouchement, de la malnutrition et des dures besognes auxquelles elles sont astreintes, quelque deux millions de Népalaises souffrent du prolapsus de l'utérus.

Pour susciter un changement en profondeur, informer et sensibiliser la population ne suffisent pas. Il faut aussi montrer concrètement qu'une autre voie est possible. C'est de là qu'est née l'idée des équipes de référent-e-s, généralement composées de deux conjoints ou, parfois, d'une mère et de sa fille. En montrant l'exemple au quotidien, en réalisant des visites et en conseillant d'autres habitant-e-s de leur région, ces équipes ont pour mission de véhiculer une vision plus juste du partage des tâches et une culture du respect mutuel entre les partenaires et les générations, de sorte à amener d'autres familles à adopter cette approche.

Instaurer le respect et la confiance

Voilà trois ans que Lilawati et Girdhari œuvrent comme référents. Tous deux apprécient beaucoup leur travail, comme l'explique Lilawati : « Au départ, je voulais étudier la médecine, mais c'était impossible, un rêve hors de portée. Aujourd'hui, toutefois, j'accomplis une mission proche de celle d'un docteur en travaillant comme référente. » Son mari, Girdhari, ajoute : « Nous pouvons envoyer nos enfants à l'école. Par ailleurs, depuis que nous avons permis à des villageoises atteintes de prolapsus de se faire soigner à l'hôpital, les habitant-e-s de notre région montrent du respect pour notre fonction et ont confiance en nous. »

Comme l'observent Birendra et Punan, parents de trois enfants et référents depuis six mois, ce travail suscite avant tout une transformation au sein de leur couple : « Auparavant, mon épouse était timide et n'osait pas sortir seule de chez nous. Grâce à notre mission de référents, elle parcourt désormais la région. Elle a fait la rencontre d'autres femmes, qui cherchent conseil auprès d'elle », raconte Birendra, non sans fierté. Son épouse, Punan, nous fait part d'un souvenir : « À l'époque, si j'étais entrée dans une maison pour conseiller une autre femme, on ne m'aurait vraisemblablement pas laissé faire, car personne ne me connaissait vraiment dans le village. »



Punan et Birendra discutent des avancées réalisées.

« Des personnes ont tenté de forcer une jeune fille à se marier. Je les ai dénoncées à la police. »

Dev, villageoise dalit et référente

Depuis six mois, Dev fait partie d'une équipe de référents. Contrairement à son entourage, cette villageoise dalit fait preuve d'assurance, notamment parce qu'elle siège au comité de femmes de sa région. Un événement l'a particulièrement marquée : « Des personnes ont tenté de forcer une jeune fille à se marier. Je les ai dénoncées à la police. La nuit suivante, les voisins ont attaqué notre maison et s'en sont pris à ma famille. C'est uniquement grâce à la police si personne n'a été blessé. En fin de compte, la jeune fille ne s'est pas mariée. C'était une épreuve très difficile, » explique-t-elle, les larmes aux yeux, « mais depuis lors, on me respecte ».

Aborder les sujets difficiles

Une autre jeune femme dalit nous livre son témoignage : « Au début, il n'était pas simple de sensibiliser les habitant-e-s au prolapsus de l'utérus, car ils arrachaient les affiches des murs et peignaient des insultes sur notre maison. Après que les premières villageoises ont pu se faire opérer gratuitement, ils ont changé d'attitude et se sont mis à nous écouter, du jour au lendemain. »

Une des villageoises, qui a œuvré comme référente pendant plus de six ans, explique qu'elle rendait visite à quatre familles en moyenne par jour, ce qui lui prenait environ quatre heures. Elle a ainsi aidé entre 250 à 300 femmes à subir l'opération du prolapsus de l'utérus. Elle a aussi observé que son propre comportement changeait : « Auparavant, je cachais toujours mon visage sous un sari, mais aujourd'hui, je porte une kurta*. C'est plus pratique pour travailler et cela me permet de me déplacer à vélo ou à mobylette. Grâce au projet, j'ai pris conscience de mes droits et cela a totalement transformé ma vie. »

— Romana Büchel, sur la base du compte-rendu de voyage de Philippa Mund

* chemise ample descendant jusqu'au genou



Votre don aide la population népalaise à vivre dans l'autodétermination.
CCP : 10-15955-7



Matthews Hlabane est coordinateur du South African Green Revolutionary Council, une organisation partenaire d'Action de Carême en Afrique du Sud.

« La dignité de la personne est une question essentielle »

« À la périphérie d'eMalahleni, anciennement Witbank, dans la province sud-africaine du Mpumalanga, le site désaffecté de la mine de charbon Coronation accueille une immense colonie d'environ 20 000 personnes. Ces installations, exploitées pendant près de quarante ans, fournissaient du charbon destiné à alimenter en électricité l'industrie métallurgique de la région. Au début des années 1960, au terme de l'extraction du charbon gras, la société minière a laissé le site à l'abandon. Comme c'est souvent le cas, elle n'a pas remédié aux atteintes environnementales et des feux de mine continuaient à sévir dans le sous-sol. La commune a alors commencé à injecter des eaux usées dans la mine pour combattre ce fléau, ce qui a conduit à la réaffectation du site en décharge. Il est extrêmement dangereux de vivre sur un site abandonné encore en proie à des feux de mine, car ceux-ci forment des cavités souterraines qui provoquent des effondrements de terrain. Dans cette zone, on sent la chaleur irradier du sol. Plusieurs enfants ont été brûlés en tombant dans une crevasse alors qu'ils jouaient. Les habitant-e-s risquent à tout moment de voir leurs maisons disparaître dans un effondrement mais, comme la plupart d'entre eux sont sans emploi, ils n'ont pas les moyens de vivre ailleurs. En outre, vu qu'il ne s'agit pas d'une zone à vocation résidentielle, la colonie n'est pas raccordée à l'électricité ni à l'eau potable. Pour pouvoir cuisiner et se chauffer, les habitant-e-s glanent du charbon de mauvaise qualité, qui libère des gaz toxiques dans les maisons et pollue l'environnement. L'eau puisée dans la source de la colonie est

acide, car elle a été contaminée par les effluents de la mine.

Nous venons en aide à la population vivant sur le site de la mine Coronation. Notre objectif consiste à sensibiliser les habitant-e-s à leurs droits économiques et environnementaux et à les aider à se mobiliser pour les défendre. Ils doivent avant tout préserver leur dignité. Nous avons lancé plusieurs projets en ce sens et avons ainsi contribué à la mise sur pied d'une commission de la santé qui forme la population locale aux gestes de premiers secours. Nous envisageons également la construction d'un dispensaire dans lequel du personnel local qualifié prodiguerait des soins médicaux de base aux blessé-e-s et aux victimes des feux, car l'hôpital le plus proche est à 18 kilomètres. Nous menons aussi un projet de crèche qui permettrait d'offrir un espace de jeux sécurisé aux enfants et travaillons à la mise en place d'une bibliothèque qui proposerait à la population des livres et d'autres types de matériel. Nous formons également un groupe de bénévoles qui enseignent aux habitant-e-s à lire et à écrire et aident les enfants à faire leurs devoirs.

Toutefois, c'est à l'État qu'il incombe de sécuriser le site, d'éteindre les feux de mine, de stabiliser le sol, de construire des habitations dignes, d'assurer l'alimentation en eau potable et de stimuler l'activité économique. L'exploitation de la mine n'a profité qu'à une poignée de personnes, laissant la majeure partie de la population pauvre aux prises avec de nombreux problèmes de santé. »

80

mines de charbon de grande envergure, dont certaines sont exploitées par des filiales de Glencore, se trouvent dans la province du Mpumalanga.

1/3

du charbon extrait est destiné à l'exportation, aussi vers l'Europe.

2200

personnes meurent chaque année au Mpumalanga à cause de la pollution engendrée par l'industrie du charbon.

Retisser son lien au Vivant

La Petite École pour la Terre offre un espace d'expérience pour mettre en boucle transformation de soi et engagement écocitoyen.

« C'est très fort d'aborder les enjeux écologiques sous un angle spirituel. Cela m'a vraiment motivée. » « Par l'ouverture vers de nouveaux possibles, une source d'espérance face au catastrophisme ambiant. » « Enfin du temps, de l'espace et des relations de qualité pour passer de l'intellectuel au cœur, puis aux mains. » « Oui, cela a confirmé et renforcé mon désir de m'impliquer dans la transition. »

Tels sont quelques-uns des témoignages enthousiastes recueillis à la fin de la première Petite École pour la Terre, qui s'est déroulée à Crêt-Bérard de juin à novembre 2018. Son succès a encouragé la mise sur pied d'une nouvelle édition. Le parcours démarrera fin juin ; il est encore possible de s'inscrire. L'objectif est de vivre une démarche intérieure – personnelle et communautaire – pour participer à la transition vers une société plus respectueuse du Vivant. Une manière de répondre en profondeur aux défis planétaires en allant à leurs racines, qui sont spirituelles.

« Je peux dire que la Petite École pour la Terre a été un moment clé de ma vie », témoigne Emmanuel Jeger, 54 ans. « Cela m'a permis de découvrir les liens entre les enjeux écologiques et la spiritualité, mais aussi d'ancrer fortement mon aspiration à une vie plus sobre en étant plus heureux. Les fruits de cette formation sont très concrets, puisque j'ai vendu ma voiture. J'ai paradoxalement gagné en liberté et je fais des économies. » Consultant, coach et formateur, Emmanuel a aussi décidé de réorienter en partie son activité professionnelle en privilégiant des entreprises sensibles à la transition écologique et en développant ses capacités en intelligence collective.

À l'instar d'autres participant-e-s, Emmanuel a particulièrement apprécié l'esprit de bienveillance et de coopération au sein du groupe, l'équilibre entre apports théoriques,



Tisser notre lien à la Création.

témoignages, ateliers d'expérimentation et pratiques dans la nature comme la découverte sensible des arbres et les exercices tirés du « Travail qui relie » de l'écopsychologue Joanna Macy. C'est quand on est touché dans son cœur et quand on vit un lien profond avec les autres et la création, que l'on peut vraiment avancer vers plus de cohérence entre le dire et le faire. « Dans ce processus, la question du sens est capitale. Elle est centrale dans la Petite École pour la Terre », ajoute Emmanuel.

— Michel Maxime Egger

Petite École pour la Terre 2019

Dates : 29 juin, 30 juin, 8 septembre, 5 octobre et 16 novembre.

Lieu : Maison de Crêt-Bérard, Puidoux (VD).

Programme : premier week-end résidentiel. Étapes progressives de la spirale du « Travail qui relie ».

Intervenant-e-s : Gérald Berney, Emmanuelle Besson Verdan, Valérie Bronchi, Jean-Jacques Brun, Noémie Cheval, Grégory Coderey, Amélie Dorier, Monique Dorsaz, Michel Maxime Egger, Mark Haltmeier, Laurence Jacquaz, Suzana Jourdan, Sarah Koller, René Longet, Jacques Matthey, Anne-Christine Menu, Micaël Métry, Yvan Mudry, Pierre-André Pouly, Caroline et Fabien Richardet, Virgile Rochat, Alexia Rossé.

Participants : personnes de tous âges, de sensibilités variées. Aucun prérequis, sinon la motivation à participer activement à tout le parcours en étant prêt à vivre des découvertes et des déplacements.

Prix : 400.– tout compris. 300.– pour apprentis et étudiants. Arrangements possibles.

Horaire : de 9h à 17h45. Accueil dès 8h30. Souper de clôture le 16 novembre.

Informations et inscriptions : Avant le 11 juin sur

www.petites-ecoles.ch

Alléger le fardeau de la pauvreté

S'inscrivant à contre-courant de la tendance générale en faveur du microcrédit observée au cours des dernières décennies, *Action de Carême* a tracé très tôt sa propre voie en matière de lutte contre la pauvreté.





Les chargé-e-s de programme d'*Action de Carême* sont partout confronté-e-s aux conséquences négatives de la microfinance. Au Kenya, par exemple, une paysanne nous a expliqué que l'établissement « Kenya Women Microfinance Bank » avait saisi la dernière vache de sa voisine lorsque celle-ci était tombée en défaut de paiement. Dans ce type de situation, les recouvreurs de dettes ne se limitent pas aux objets ménagers et vont jusqu'à emporter les toits en tôle ondulée des maisons. Certain-e-s habitant-e-s sont même dépossédé-e-s de leurs terres.

C'est non seulement la crainte des recouvreurs, mais aussi la pression sociale qui poussent la population à payer rubis sur l'ongle : de nombreuses institutions de microfinance (IMF) n'octroient des crédits qu'aux personnes organisées en petits groupes dont les membres sont garants les uns des autres. Lorsqu'ils se trouvent en défaut de paiement, les habitant-e-s font même passer le remboursement de leurs dettes avant l'alimentation de leurs enfants, car les IMF sont impitoyables. Les emprunteurs sont pour la plupart des femmes, tandis que la majorité des recouvreurs de dettes sont des hommes.

Comme les personnes démunies disposent rarement d'une couverture sociale, il suffit d'une maladie dans la famille ou d'une mauvaise récolte pour les plonger dans la misère. Pour pouvoir payer les intérêts, elles doivent contracter un autre emprunt auprès d'usuriers et se retrouvent ainsi emprisonnées dans la spirale de l'endettement. Dans des cas extrêmes, ce phénomène entraîne une vague de suicides, comme ce fut le cas en Inde en 2010, au plus fort d'une crise liée au crédit.

L'inefficacité de la microfinance a également été démontrée empiriquement. En effet, selon une méta-étude dans laquelle la chercheuse Maren Duvendack a comparé 58 travaux de recherche sur la microfinance, rien ne prouve l'impact réel de ce modèle. Ce constat a été corroboré par les résultats d'une étude de terrain menée par l'économiste bengali Anu Muhammad, laquelle a mis en évidence que seuls 5 % des emprunteurs et emprunteuses tirent parti du crédit octroyé, tandis que 50 % d'entre eux n'ont pas vu leurs conditions de vie s'améliorer et que les 45 % restants les ont même vu se détériorer.

Et pour cause, la plupart des crédits sont employés pour satisfaire des besoins vitaux dans des situations de détresse. Même lorsque les emprunteurs investissent dans des >

activités économiques, il s'agit généralement de petites entreprises comme l'ouverture d'un kiosque ou l'achat d'un nouveau rickshaw. Or, ces acquisitions ne contribuent pas réellement à améliorer leur situation.

Lorsqu'on se penche sur l'immense potentiel commercial recelé par la microfinance et l'inclusion financière, on comprend pourquoi elles continuent à être présentées comme la solution miracle à la pauvreté. Ainsi, en 2010, les microcrédits octroyés ont généré plus de 20 milliards de dollars de revenus et enregistré des rendements de plus de 30 %. Les taux d'intérêt annuels effectifs étant supérieurs à 100 %, il est évident que les bénéficiaires se font sur le dos des travailleurs et travailleuses les plus pauvres, comme l'a constaté le chercheur de renom Phil Mader. La logique qui sous-tend la microfinance apparaît dès lors particulièrement cynique : on octroie des prêts aux pauvres afin qu'ils puissent sortir de la misère par leurs propres moyens et, lorsqu'ils tombent en défaut de paiement (ce qui est généralement le cas), ils sont tenus pour responsables, même si les bailleurs de fonds engrangent de plantureux bénéfices. Les véritables causes de la pauvreté, à savoir les problèmes structurels tels que la privation de droits et l'exploitation, sont alors soigneusement passées sous silence.

Depuis plus de vingt ans, *Action de Carême* promeut une autre approche à travers les groupes de solidarité. Celle-ci est centrée sur la création d'un filet de sécurité social, et non sur l'argent. Il s'agit de revenir aux bases de l'existence. Ce nouvel élan de solidarité aide les habitant-e-s à retrouver confiance en eux et à agir en vue de défendre leurs droits.

Le fonctionnement des groupes de solidarité

En Inde, à Madagascar et au Sénégal, les activités des partenaires d'*Action de Carême* sont articulées autour des groupes de solidarité, adaptés aux particularités culturelles du pays concerné. Dans ces groupes, les membres versent une cotisation anonyme, fixe ou variable, en espèce ou en nourriture, dans une caisse commune. Les fonds rassemblés permettent d'accorder des prêts à taux réduit ou sans intérêts grâce auxquels les membres peuvent payer l'écolage de leurs enfants, les soins de santé, la nourriture ou satisfaire d'autres besoins vitaux. Les groupes peuvent également prêter de l'argent ou fournir des céréales en cas de nécessité. Ils ne poursuivent dès lors pas un objectif de lucre, mais

Inde

Réaffirmer l'identité spirituelle des communautés

En Inde, les communautés adivasis et dalits appartiennent à la caste des intouchables. Dénuées de tous droits, dépouillées de leurs moyens de subsistance que sont la terre et la forêt, ces personnes déjà vulnérables sont rapidement tombées dans l'esclavage pour dettes orchestré par les grands propriétaires fonciers. Afin qu'elles puissent s'affranchir de ce régime de manière autonome, *Action de Carême* les aide à créer des organisations villageoises et des caisses d'épargne collectives. En cas de nécessité, les fonds rassemblés permettent d'accorder aux membres des prêts sans intérêts, qui évitent le recours aux usuriers. Pour assurer la pérennité de ce processus d'autonomisation, il est essentiel que les communautés retrouvent les traditions culturelles et les racines spirituelles et religieuses dont elles ont été peu à peu privées en raison de l'oppression exercée à leur égard. L'apprentissage de nouvelles techniques agricoles leur ouvre des perspectives d'autosuffisance alimentaire. Réaffirmées dans leur identité, les communautés adivasis et dalits sont ainsi en mesure de faire valoir leurs droits auprès des autorités. — Tobias Buser





donnent la priorité à la solidarité et à la sécurité. *Action de Carême* finance les formations et l'accompagnement des groupes réalisés par des animatrices et animateurs locaux, mais n'alimente pas directement les caisses.

Bilan

Après plus de vingt ans d'engagement, *Action de Carême* souhaitait mesurer l'efficacité de ces actions. En 2018, une équipe d'évaluation s'est dès lors attachée à les analyser à Madagascar et au Sénégal à l'aide d'une méthodologie scientifique rigoureuse. Ces travaux ont été confiés au célèbre expert en microfinance Phil Mader, professeur à l'Université du Sussex. Avec l'aide d'équipes locales, Phil Mader et son équipe ont interrogé pas moins de 200 membres et 50 non-membres dans chaque pays, soit 500 personnes au total. En outre, ils ont mené des débats avec des groupes de discussion, des groupes de solidarité et des employé-e-s des organisations partenaires. Dans le cadre des analyses, ils ont relevé les changements sur le terrain et évalué dans quelle mesure les groupes de >

Sénégal

Des villageoises gagnent en autonomie

Voilà plus de 25 ans que Seynabou Diatta habite avec son mari dans le village de pêcheurs de Nemabah. Cette mère de trois enfants âgée de 47 ans vit de la pêche des huîtres, qu'elle vend sur le marché local. Cependant, en raison du réchauffement climatique, de la surpêche et de la destruction des mangroves, sa source de revenus s'est réduite comme peau de chagrin. En 2013, elle est devenue membre d'une calebasse de solidarité créée en dehors de son village. Convaincue par cette approche axée sur l'entraide et le don anonyme et volontaire, elle a aussitôt fondé un groupe dans son village et a été élue à sa tête. Ensemble, les villageoises ont reboisé plusieurs hectares de forêts de palétuviers. Les poissons ont rapidement recommencé à frayer entre les racines des arbres et de nouvelles huîtres se sont développées sur leur tronc. Depuis 2016, les populations d'huîtres, et donc les récoltes, sont revenues à leur niveau antérieur, ce qui permet aux villageoises de gagner convenablement leur vie. — *Sonja Lüthi*

solidarité y ont contribué, car ces changements pourraient aussi être imputables à d'autres facteurs.

Cette étude* rigoureuse a confirmé que l'approche mise en pratique depuis vingt ans par *Action de Carême* apporte un réel soutien à la population la plus pauvre. C'est dans l'amélioration de leurs conditions économiques que les membres relèvent la contribution la plus importante. Il a également été observé un net resserrement de la cohésion sociale, accompagné d'un élan de solidarité accru. Les prêts, généralement accordés sans intérêts, servent véritablement à satisfaire des besoins vitaux et à faire face à des situations de détresse. L'étude a mis en évidence toute l'importance des actions communautaires : les groupes de solidarité créent un réseau qui permet de réaliser des actions collectives, mais aussi d'atténuer les difficultés traversées par leurs membres.

Les personnes interrogées ont également mis en avant l'égalité de traitement dont bénéficient les membres, sans distinction de sexe, de niveau économique ou de religion. Les groupes créent un espace propice au partage d'expériences, ce qui contribue à améliorer le bien-être psychosocial. Ils suscitent une évolution des mentalités, renforcent la conscience collective et aident leurs membres à s'épanouir.

S'ils ne permettent pas d'éradiquer totalement la pauvreté, les groupes de solidarité contribuent toutefois à améliorer durablement les conditions de vie de nombreuses personnes démunies, créant un terreau fertile propice à de nouvelles initiatives. L'étude conforte *Action de Carême* dans son approche d'autonomisation. En effet, si l'on se borne à remplir un seau percé sans le réparer, l'eau continuera à s'en échapper.

— Benno Steffen

* L'étude sur les groupes d'épargne sera vraisemblablement complétée à l'aide des données du programme en Inde à l'automne 2019, avant d'être publiée.



Madagascar

Quand l'eau s'écoule à nouveau

Lors de la première rencontre du réseau des groupes de solidarité d'Antaratsy, il n'avait pas fallu longtemps pour que ses membres s'accordent sur le problème à traiter en priorité. En effet, la série d'ouragans qui a ravagé la côte est de Madagascar au cours des dernières années avait mis à mal leur système d'irrigation, ce qui avait entraîné un effondrement de la production de riz. De ce fait, des jeunes avaient quitté la région pour chercher du travail ailleurs. Les travaux, qui ont commencé fin 2017, étaient de taille : dégager 14,5 kilomètres de canaux envahis de mauvaises herbes, de bois mort et de sable, allant du canal principal d'environ dix mètres de large jusqu'aux petites rigoles desservant les différentes rizières. En moyenne, 800 personnes étaient à l'œuvre chaque jour. De nombreux jeunes sont revenus expressément dans leur région d'origine pour participer aux travaux les plus lourds. La réouverture des canaux à l'issue de la saison des pluies 2018 s'est accompagnée de festivités. Pas moins de 1000 hectares de terres, pratiquement laissés à l'état de friche, sont redevenus cultivables. Un comité organise désormais chaque année, avec la population, les réparations qui s'imposent afin d'éviter que le système d'irrigation ne redevienne inutilisable.

— Blanca Steinmann

Cinq questions pour Phil Mader

Chercheur à l'Institute of Development Studies du Sussex (Royaume-Uni), il privilégie les questions liées à la richesse, la pauvreté et les inégalités.

1 Quel est l'objet de l'étude ?

Nous voulions savoir quels sont les avantages que suppose pour les membres l'appartenance à un groupe d'entraide, dont l'objectif est par principe d'encourager la solidarité. Nous avons utilisé plusieurs méthodes pour savoir si le vécu des membres varie en fonction de leur sexe et de leur statut socio-économique.

2 À quelles conclusions êtes-vous parvenus ?

Nous avons observé de nombreux résultats positifs. Pour les membres en situation de détresse qui ne peuvent plus satisfaire leurs besoins vitaux, il existe une grande différence entre le prêt octroyé par le groupe et l'emprunt auprès d'un usurier. Le bilan est aussi positif en ce qui concerne l'approche commune des problèmes : le groupe de solidarité est l'espace où les membres peuvent échanger sur ce qui les motive. Le résultat est un peu moins satisfaisant pour ce qui est de la dimension politique. En effet, nous avons constaté qu'ils osent rarement formuler des revendications aux autorités.

3 Pourraient-ils procéder autrement ?

Si nous prenons l'exemple de l'accès à l'eau potable, un problème récurrent à Madagascar, les membres des groupes habitent dans des zones rurales où l'État



Insatisfait des réponses que nous fournit l'économie, Phil Maeder a adopté une approche transdisciplinaire pour étudier les groupes de solidarité.

4 Que ressort-il de la comparaison entre les microcrédits et les groupes de solidarité ?

La grande différence, c'est la solidarité et aussi la façon dont elle se concrétise. Pour les microcrédits, on utilisait auparavant le terme de groupes de solidarité, créé par Muhamed Yunus. Or, cette analogie est réductrice et très dangereuse, car les bénéficiaires ne répondent solidairement qu'envers la banque. La vision dominante du financement du développement s'emploie à intégrer les bénéficiaires dans le circuit financier formel, ce que l'on appelle l'« inclusion financière ». Les groupes de solidarité soutenus par *Action de Carême* agissent autrement, puisqu'ils œuvrent à la création d'un système alternatif à petite échelle et à vocation locale. Il s'agit d'un réseau social, fruit de l'épargne collective.

5 Qu'est-ce qui vous a le plus surpris ?

À l'origine, les groupes de solidarité d'*Action de Carême* étaient conçus comme des groupes d'épargne, mais cela ne correspond plus à la réalité au Sénégal. Les membres versent leur écot de façon anonyme dans unealebasse et n'y voient pas seulement une épargne, mais plutôt une combinaison de sécurité sociale, de dons et d'épargne collective. Nous sommes pleins d'étonnement devant la conception de la solidarité qui s'exprime dans ces groupes car, au Nord, nous tenons à ce que tout soit mesurable et visible. — Colette Kalt

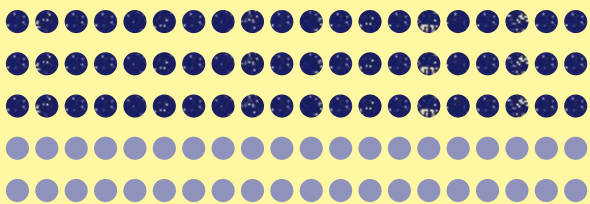
Faits et chiffres

Dans l'étude sur l'impact des groupes de solidarité, les populations du Sénégal et de Madagascar ont pu identifier diverses améliorations.

Madagascar

6 sur 10

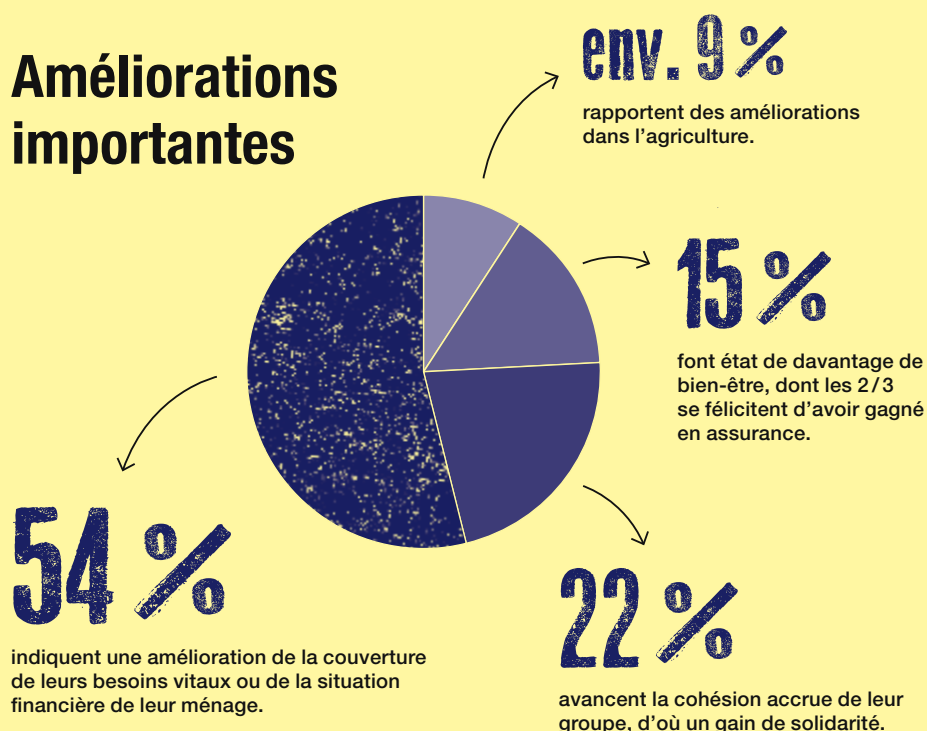
ont mis de l'argent de côté, qui sert de réserve en cas d'urgence.



Sénégal

« Après un incendie dévastateur dans notre quartier, les membres de la calebasse ont lancé une action d'entraide. Les victimes ont reçu des sacs pleins de millet et de riz, des vêtements et d'autres biens. Presque toutes les calebasses de la région ont prêté main-forte. »

Améliorations importantes

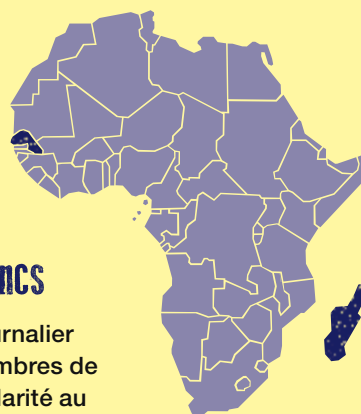


Budget quotidien

Sénégal

2.5 francs

est le budget journalier de 75 % des membres de groupes de solidarité au Sénégal.



Madagascar

1.25 francs

est le budget journalier de 85 % des membres de groupes de solidarité à Madagascar.

Merci, Sœur Nathalie !

La religieuse et avocate congolaise a touché le cœur de quelque 1300 romand·e·s lors de 29 interventions.

Lundi 1^{er} avril, 5h20, Sœur Nathalie Kangaji prend une dernière fois le train depuis Lausanne, direction Genève Aéroport. Cela fait trois semaines qu'elle sillonne la Suisse pour témoigner de son expérience de terrain en tant que coordinatrice d'une organisation partenaire d'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain* en République démocratique du Congo. Sœur Nathalie est religieuse et avocate au service des populations défavorisées victimes des activités minières. Elle a été l'ambassadrice parfaite de cette Campagne œcuménique portant sur les femmes engagées et l'extraction minière.

Kolwezi, la région natale de Nathalie, ressemble désormais à un paysage lunaire qui ne laisse pas les passant·e·s indifférent·e·s. Les travaux d'extraction coûtent souvent cher à la population en matière de droits humains. Au sein du Centre d'aide juridico-judiciaire qu'elle coordonne, Sœur Nathalie fait régulièrement face à des cas d'accaparement de terres et de violences exercées par les agents de sécurité des mines. De plus, les pollutions de l'eau, de l'air et du sol causent de sérieux problèmes environnementaux qui menacent la sécurité alimentaire et la santé des habitant·e·s.

Un franc succès !

Pas moins de 1300 personnes ont entendu Sœur Nathalie dépeindre la réalité de son quotidien et son action. Ces rencontres ont suscité un vif intérêt tant au sein des paroisses – lors de célébrations ou de soupes de carême – que dans les écoles, les universités, les EMS et les diverses conférences publiques qu'elle a animées.

À Payerne, vous étiez plus de 150 à vous être déplacé·e·s le samedi 23 mars à la salle de la paroisse réformée. *Action de Carême* et *Pain pour le Prochain* avaient répondu à la sollicitation de

Roger Mburente, membre de la Commission œcuménique de Payerne et environs, qui souhaitait « ouvrir une fenêtre sur la réalité du monde » lors de la traditionnelle soupe de famille. « Mon objectif a été atteint, mais les gens ont peut-être besoin de temps. Des personnes de tous âges me posent encore des questions sur le Congo, sur Sœur Nathalie et sur l'Afrique », déclare-t-il, ravi de l'enthousiasme suscité par l'événement.

Comment s'engager ?

Vous étiez également nombreux et nombreuses à demander comment soutenir le combat de Sœur Nathalie, régulièrement comparé à celui de David contre Goliath. Si le soutien financier à travers les collectes organisées à la fin de ces événements est essentiel au fonctionnement de son centre, un débat crucial est en cours, en Suisse, auquel nous pouvons toutes et tous participer : il s'agit de l'Initiative pour des multinationales responsables, qui sera soumise au peuple en 2020. Selon Sœur Nathalie, contraindre les entreprises à respecter les droits humains et les normes environnementales, y compris dans les filiales localisées à l'étranger, apporterait une aide considérable aux populations qu'elle défend, car les multinationales ne pourraient plus profiter de l'impunité dont elles jouissent actuellement en contournant le cadre juridique des États.

— *Natacha Forte*



Sœur Nathalie et Natacha Forte avant la rencontre avec des étudiants valaisans.



Le Père Raphael et Christoph Püntener dans la cour du monastère d'Einsiedeln.

Collecter des fonds grâce aux projets

Depuis dix ans, ils réservent les mercredis matin du carême à une action commune.



Nous voulons soutenir un projet concret, pas simplement récolter des fonds. Les gens se sentent davantage interpellés, et nous aussi », explique le Père Raphael.

Christoph Püntener acquiesce d'un signe de tête. Leur projet commun est né en même temps que leur amitié, il y a dix ans. Ayant engagé la conversation lors de l'une des visites de Christoph Püntener au couvent d'Einsiedeln, ils ont rapidement décidé de réaliser ensemble un projet enrichissant. « Comme tant d'autres, j'avais déjà organisé une soupe de carême pour la paroisse d'Euthal et récolté des fonds pour un projet d'*Action de Carême*, mais je me suis rendu compte que je ne parvenais pas à toucher les gens comme je l'aurais aimé. » Après avoir pris peu à peu corps,

l'idée commune de Christoph Püntener et du Père Raphael s'est transformée en un rituel que les deux chérissent. Ils commencent par étudier l'offre de projets d'*Action de Carême*, font leur choix et se procurent la documentation au siège de Lucerne. « Nous attachons de l'importance à soutenir chaque année un projet différent et à nous démarquer des autres organisations qui recueillent aussi des fonds », affirment-ils. Cette année, leur choix s'est porté sur un projet qui encourage la sécurité alimentaire et soutient des groupes de femmes en République démocratique du Congo.

Toucher de nouveaux milieux

« Nous nous munissons de suffisamment de pochettes de carême et nous nous rendons à Euthal, où nous allons de porte en porte. » En marchant, le trajet d'Einsiedeln à Euthal prend une heure et demie et, aussi souvent que possible, les deux compagnons le font à pied, en profitant pour réciter le chapelet. Le mercredi matin est le seul moment de la semaine durant lequel ils ont du temps à accorder à leur action. « Parfois, nous sonnons lorsque nous connaissons les gens et expliquons la cause pour laquelle nous demandons de l'argent », explique Christoph Püntener. « La plupart du temps, nos interlocuteurs glissent immédiatement un billet de 50 francs dans la pochette », ajoute le Père Raphael. « En parlant avec les gens, nous nous rendons souvent compte que l'envie de faire quelque chose pour Dieu et pour les autres est bien présente, quelle que soit leur confession. » « D'une certaine façon, nous touchons ainsi de nouveaux milieux », conclut Christoph Püntener, un sourire aux lèvres.

Le bonheur est dans le partage

« J'écoute avec plaisir le Père Raphael, c'est un bon conseiller », constate M. Püntener. L'inverse est aussi vrai : « Souvent, il me donne juste le conseil qu'il me fallait », réplique le religieux. « C'est parce que je viens de l'extérieur, parce que j'ai une autre vision des choses », réfléchit Christoph, et le Père Raphael de renchérir : « Il me fait penser à mon frère Peter, ils ont même en commun leur métier, puisqu'ils sont les deux maçons. » Le Père Raphael a encore quelque chose sur le cœur : « À Einsiedeln, nous avions autrefois un carnaval authentique à taille humaine. Maintenant, nous donnons dans l'excès, avec des cortèges même la nuit, ce qui est épuisant. » Il adopte un ton conciliant pour ajouter : « Il nous faut de la joie et du plaisir certes, mais je crois que c'est le partage qui nous rend véritablement heureux. » À en croire le résultat de leur action, les deux amis répandent le bonheur : ils recueillent chaque année plusieurs milliers de francs en faveur du projet qu'ils choisissent.

— Colette Kalt